

# DERAPER N'EST PAS JOUER

Rubrique faits-divers du *Parisien*, de *La Voix du Nord*, du *Méridional* ou d'un autre quotidien : trois jeunes interpellés ici pour trafic de drogue, trois autres arrêtés ailleurs, et encore deux dans une autre ville. Six lignes ou une demi-colonne dans le journal, parfois une brève aux actualités régionales. Deal d'herbe le plus souvent. Mais aussi d'héroïne, de

cocaïne, de crack ou d'une autre saloperie. Et des jeunes impliqués de plus en plus jeunes : des chefs de réseau de 16 ou 18 ans, des dealers plus jeunes encore, des guetteurs de 12 ou 13 ans payés de quelques billets de 100F avec lesquels ils s'achètent des Rollers et des bonsbons. Des chiffres à donner le vertige : 700 000 francs de chiffre d'affaires en six mois ici, 10 à 20 000 francs les bons jours assure un autre, environ 100 000 francs par semaine dit un troisième. L'argent facile, c'est une réalité. Ça flambe, on épate les copains avec le scooter top, les fringues classe et la grosse gourmette en or massif, façon maquereau qui a placé ses économies... et on s'y carbonise.

Parce qu'après le

côté scène, fric et frime, il y a l'arrière-cour, quand on éteint les lumières et que les stups interviennent : la misère que tout le fric mal gagné ne peut racheter. L'appartement dévasté à l'aube par des flics survoltés. La stupéfaction et le désespoir du père et de la mère braqués au saut du lit, la terreur des frères et des soeurs. Puis il y aura tout le reste. Les menottes, les questions, les cris, les menaces, et pire souvent. La fouille, nu, les fesses écartées et tu tousses. Plus fort ! La prison, "machine à déshumaniser". "Mes nuits à la Santé ont été hantées par les hurlements des détenus qu'on sodomisait" a raconté Le Floch-Prigent, un patron incarcéré pour des magouilles de patrons. Il faut le savoir. Il arrive que des jeunes prennent la prison pour une initiation. Elle l'est. Mais c'est au degré absolu de la misère et de l'humiliation.

Mais il y a pire encore. Quand on touche terre. Quand on mesure l'ampleur des saloperies qu'on a faites. La bobine des copains devenus accros, junkies prêts à tout, (vol, deal, prostitution), pour une dose de poudre. Et qui, parfois, en meurent.

Chacun sa vie, chacun fait ce qu'il veut, disent beaucoup de jeunes en refusant de condamner ceux d'entre eux qui dérapent. Ils ont tort. D'abord parce que le même de 12 ans qu'un autre même de 16 ans convaincu de faire le guet pendant qu'il deale, c'est peut-être leur petit frère, celui qu'ils iront visiter à Fleury dans quatre ans quand tous ceux qui s'en foutent l'auront laissé dérapper jusqu'au bout.

C'est en se foutant des autres, en ne voyant pas plus loin que le bout de son nez, qu'on laisse tout aller et que tout s'effondre. La génération des parents a cru bien faire. Elle a assuré du mieux qu'elle pouvait : crèche, orthopédiste, vitamines le matin, orthodontiste, rendez-vous avec les profs, soutien scolaire, elle a fait tout ce qu'elle a pu

pour assurer l'avenir de ses enfants. Chacun les siens. Et pourtant, c'est le fiasco. Les jeunes sont en bonne santé, ont les pieds comme il faut et les dents régulières. Mais ils n'ont pas de boulot, pas d'espoir et pas d'avenir. Il ne suffisait pas d'essayer de tirer ses seuls mômes d'affaire. Croire qu'on va s'en sortir tout seul est une absurdité. Que les jeunes payent cher. Et que les parents de ceux qui dérapent payent aussi du prix des larmes.

Oui, il faut une morale, et justement pas celle que présente la société injuste dans laquelle nous vivons et qui fait du fric le maître de tout et du chacun pour soi la règle absolue. A ce jeu-là, la génération précédente a perdu. Celle des jeunes perdra aussi si elle ne trouve pas les ressources pour comprendre que, seul, chaque jeune -aussi malin qu'il se croie- ne pèse rien. Mais collectivement, solidairement, les jeunes peuvent faire bouger les choses. Ils n'y gagneront pas les quelques mois de fortune (avant les années de misère et de honte) comme ceux qui font du business. Mais ils y gagneront le respect des autres et d'eux-mêmes. Et, surtout, s'ils sont assez nombreux et qu'ils savent rejoindre les opprimés qui luttent, une société plus juste, une vie meilleure.

## Aux lecteurs de Cinquième zone

- 1) Je désire recevoir trois exemplaires de *Cinquième zone* à chaque parution (2 carnets de timbres). Oui Non
- 2) Je souhaite entrer en contact avec *Cinquième zone*. Oui Non

**Nom :**

**Prénom :**

**Téléphone :**

**Adresse :**

A renvoyer à *Cinquième zone*  
11, rue Salvador Allende

12 mai 1997  
N°33  
cinquième zone

**LE PIRE DES  
REGIMES A  
L'EXCEPTION  
DE TOUS LES  
AUTRES...  
JUSQU'A CE  
QU'ON  
TROUVE  
MIEUX !**

**Pour revoir  
Cinquième zone  
régulièrement,  
Deux carnets de  
timbres  
CZ, 11 rue  
Allende  
92220  
BAGNEUX**

Voici revenu le temps des élections. Le "peuple souverain" est appelé à "aller aux urnes" nous dit-on et à "décider de son avenir". Ca, c'est ce qu'on explique à l'école, dans les journaux et à la télévision. Et, d'une certaine façon, c'est vrai.

Chacun, pour peu qu'il ait 18 ans, qu'il soit de nationalité française, qu'il ait pensé à temps à s'inscrire sur les listes électorales et qu'il n'ait pas eu de gros ennuis avec la Justice est libre d'aller déposer un bulletin dans une urne. Ca fait beaucoup de si et, finalement, ça exclut du vote beaucoup de monde, particulièrement parmi les travailleurs et les jeunes. Malgré tout, chacun ou presque, est, dans ce pays, libre de dire ce qu'il pense. On appelle ça la démocratie, le "pouvoir du peuple".

En réalité, le peuple n'a aucun pouvoir : on lui permet de parler "librement" mais le pouvoir réel reste entre les mains d'une poignée de capitalistes.

La preuve : les ouvrières de chez Jullien (voir ci-dessous) ont certainement le droit de vote. Elles et des millions d'électeurs peuvent bien voter contre les licenciements. Cela n'empêchera en rien leur patron de les mettre à la porte s'il le veut, ni de leur proposer d'aller "librement" se faire surexploiter ailleurs, en France, en Tunisie ou à Madagascar. Il suffit de regarder autour de soi pour trouver des milliers et des milliers d'exemples semblables. En réalité, le bulletin de vote ne donne au peuple que le pouvoir de décider qui aura le droit de venir lui expliquer comment et pourquoi il faut consentir de nouveaux sacrifices. Compter sur le bulletin de vote pour changer la vie, c'est demander du lait à un bouc.

Mais, même s'il n'y a rien à en attendre pour améliorer les choses, il faut pourtant défendre ce qu'on appelle la "démocratie" contre ceux qui rêvent de l'abolir. Dans tous les pays où les peuples s'en sont laissés priver, les choses sont pires encore. Car le droit de vote s'accompagne d'autres droits, celui de faire grève, de manifester, de s'exprimer, de s'organiser qui sont indispensables pour se défendre contre les mesures que les véritables maîtres voudraient faire passer. "La démocratie est le pire des régimes à l'exception de tous les autres" a dit un humoriste. Ca restera vrai tant que les opprimés n'auront pas ajouté la démocratie économique à la démocratie politique. Autrement dit, tant qu'ils n'auront pas arraché non seulement le droit de parler, mais aussi la réalité du pouvoir. Mais, pour ça, il faudra faire un peu plus que de voter ? Oui, la Révolution !

**DE TUNIS A LISBONNE  
EN PASSANT PAR LA LORRAINE**

**CINQUIEME**

C'est une malheureuse histoire d'immigrés, pareille à celle que des dizaines de millions d'hommes et de femmes connaissent de par le monde. Celle de pauvres gens que le chômage et la misère chassent du pays où ils sont nés pour les conduire vers des contrées étrangères où ils galèrent.

Pour survivre, certains sont contraints d'accepter des postes d'agents de conditionnement à 1 625 f et 2 500 francs par mois, de mécanicien à 2 500 francs ou d'agent de méthode à 3 250 ou 3 400 francs.

Mais dans cette affaire-ci, le film est monté à l'envers : ce n'est pas à des Africains ou à des Maghrébins qu'un patron propose d'aller faire les immigrés pour une bouchée de pain. C'est à des ouvrières "françaises de souche" (comme dirait l'autre tache), de la région de Pompey en Lorraine, à qui le PDG de la société de confection Jullien (1 100 salariés dont 280 en France) offre le choix entre le licenciement et l'émigration vers la Tunisie ou le Portugal, où l'entreprise a des usines.

Selon le patron, l'heure de production (salaire, charges sociales, amortissement du matériel et entretien) revient à 100 F en France,

30 F. au Portugal, 18 F en Tunisie et 8 F à Madagascar. Il propose à ses ouvrières licenciées d'aller faire fortune au Portugal ou en Tunisie avec les salaires locaux. "Madagascar (où l'entreprise possède aussi des usines) a été écarté car les conditions de travail sont trop éloignées de celles existant en France" dit le PDG. A n'en pas douter, ça viendra, si les ouvrières laissent faire...

Morale à destination de ceux qui n'auraient pas bien compris. Certains imbéciles prétendent que, pour en sortir, il suffit d'empêcher les étrangers de manger le pain des Français. C'est faux ! Ce n'est pas encore assez. Il faut, en plus, que les "Français" aillent manger le pain des étrangers, qu'ils aillent faire les immigrés en Tunisie ou ailleurs en envoyant de temps à autres un petit chèque pour aider la famille restée en Lorraine à survivre !

La question n'est évidemment pas de savoir si ce sont les Tunisiens qui mangent le pain des Français ou les Lorrains qui mangent celui des Portugais. Elle est de savoir jusqu'à quand il faudra supporter un système qui réduit tout le monde, Portugais, Malgaches, Français, Tunisiens à la misère pour que les patrons fassent fortune !

Les "banlieues" sont un thème fréquemment évoqué pour verser une larme hypocrite ou faire peur aux bourgeois, mais aucun parti, ni de gauche ni de droite ne peut ni ne veut répondre aux problèmes qui s'y posent. Les quartiers les plus pauvres sont aussi les plus mal équipés, les plus mal desservis par les transports et autres services publics. Ils sont ceux où la société capitaliste rejette ceux qu'elle exploite le plus, par les «petits boulots», l'interim et autres emplois précaires, ou ceux qu'elle condamne au chômage et à la misère matérielle et morale. Chômage, précarité, pauvreté, racisme, violence, sont les produits d'une société injuste qu'il faut combattre. Faute de quoi l'injustice et la misère seront le terreau des fanatismes.

Tous cultivent les poisons du particularisme, du nationalisme, du racisme pour attiser la haine. Fascistes et intégristes se font la courte-échelle.

Les catégories les plus pauvres de la population, quelle que soit leur origine, les jeunes en particulier, n'ont pas d'autre solution que de reprendre le combat collectif des opprimés contre les oppresseurs. C'est par les armes de l'action politique et syndicale que les générations passées avaient obtenu les améliorations dont nous continuons (de moins en moins, il est vrai), à bénéficier. C'est en reprenant ces traditions de combat que nous enrayerons la spirale de la pauvreté et de la déchéance.